

# « LE COUP D'ÉTAT A MARQUÉ UN TOURNANT »

INTERVIEW D'ALAIN GRESH, directeur du journal en ligne **Orient XXI** et président de l'association des journalistes spécialisés sur le Maghreb et le Moyen-Orient (AJMO) / PROPOS RECUEILLIS PAR ANNA DEMONTIS, chargée de projet éditorial à l'ACAT / PHOTO AMR ABDALLAH DALSH/REUTERS

Depuis le 20 septembre 2019, le Caire est en proie à des manifestations, les premières depuis l'élection d'Abdel Fattah al-Sissi en 2014. Retour sur le contexte de ce pays sur lequel l'ACAT se mobilise.

## Quel est le contexte actuel en Égypte ?

Le coup d'État d'Abdel Fattah al-Sissi en juillet 2013 a marqué un tournant. Depuis, l'assise du pouvoir s'est rétrécie par étapes, avec l'élimination progressive de tous les alliés d'Al-Sissi : les partis politiques, puis les intellectuels et enfin les voix dissidentes. Cela a commencé avec la répression sans précédent des Frères musulmans lors de l'écrasement des places Rabia-El-Adaouïa et Nahda, en août 2013, qui a fait un millier de morts au moins et des milliers de prisonniers politiques [du 14 au 16 août 2013, les forces de sécurité ont attaqué des manifestants au Caire. Le bilan était de 2 600 morts selon les Frères musulmans et de 638 morts selon les autorités, ndlr]. Aujourd'hui, l'Égypte compte des dizaines de milliers de prisonniers politiques, avec un large recours à la torture et une mainmise du régime telle qu'elle n'a sans doute jamais existé, même sous Nasser [Gamal Abdel Nasser, président de la République de 1956 à 1970, ndlr]. À cela, s'ajoutent les réformes demandées par le Fond monétaire international (FMI). Le pays a reçu des prêts en échange de réformes qui aboutissent à une augmentation sans précédent de la pauvreté, alors que les taux de croissance sont importants. Ce qui alimente le mécontentement actuel.

## Cette situation explique-t-elle les manifestations de septembre 2019 ?

Des chiffres récents ont montré l'augmentation du taux de pauvreté de 37 %. La situation des couches inférieures et moyennes s'est détériorée sur le plan économique et social,

au moment même où plus personne n'ose exprimer publiquement la moindre critique. Les arrestations arbitraires, durant ces événements, qui ont vu tous les jeunes qui circulaient dans la rue interpellés, leurs téléphones fouillés (ce qui est illégal), ont indiqué le niveau de l'arbitraire – il faut savoir qu'en Égypte, le problème avant même la démocratie, c'est cet arbitraire de la police et de l'État, c'est-à-dire le fait que vous pouvez vous faire arrêter, torturer, etc. sans aucune explication. Les vidéos qui montrent l'ampleur de la corruption [diffusées sur les réseaux sociaux par Mohamed Aly, chef d'entreprise et acteur égyptien exilé en Espagne, ndlr] ont évidemment mis le feu aux poudres. Il faut aussi noter qu'avec Al-Sissi, c'est la première fois que l'armée exerce directement le pouvoir sans aucune façade politique. Elle a donc eu le champ libre pour lancer de grands travaux – dont certains sont positifs comme les routes –, ce qui a donné lieu à de la corruption. De même, ce sont des entreprises liées à l'armée qui construisent une nouvelle capitale dans le désert, sans que l'on sache quelles seront les retombées économiques. La corruption, l'autoritarisme et la diminution du niveau de vie créent un climat de mécontentement, mais toutes les couches de la population n'accordent pas la même importance à tel ou tel facteur.

## Peut-on comparer ces manifestations avec 2011 ?

La perspective d'un nouveau 2011 n'existe pas car il n'y a pas de force politique, excepté les Frères musulmans qui sont en crise et/ou en prison. La génération qui a fait 2011, elle, est exilée, emprisonnée ou découragée. Ces manifestations, pour l'essentiel le fait de très jeunes qui avaient une dizaine d'années en 2011, ont toutefois l'intérêt de montrer, pour la première fois, des fissures au sein du régime. Le rédacteur en chef du deuxième journal étatique, *Al Alam El Yom*, pourtant proche de l'appareil militaire, et le président du Parlement ont dénoncé le fait qu'on ne pouvait pas exprimer de critique. Le syndicat des avocats a mis en cause les arrestations des avocats qui



3000

arrestations, au moins, depuis le 20 septembre 2019.

1/3

personne vit sous le seuil de pauvreté.

accompagnent les prisonniers [à l'image de Mohamed El-Baker, arrêté le dimanche 29 septembre alors qu'il assistait Alaa Abdel Fattah lors d'une audition (voir encadré), ndlr]. Il y a donc des signes de résistance. À mon avis, certains au sein même du régime doivent se demander s'il y a vraiment besoin d'un régime aussi autoritaire et répressif, alors qu'il n'y a pas de « menace terroriste » à part dans le Sinai.

## S'il n'y a pas de terrorisme, quel crédit accorder aux chefs d'accusation de « participation à un groupe terroriste » ou « financement d'un groupe terroriste », qui sont largement utilisés ?

Tous les gens arrêtés, y compris les chrétiens, sont accusés de liaison avec l'organisation des Frères musulmans, que l'Égypte a désignée comme groupe terroriste – ce qu'ils ne sont pas. L'Égypte joue avec le terrorisme mais de manière prudente car le tourisme est l'une de ses principales ressources et qu'elle ne veut pas faire fuir les visiteurs. Mais il y a tout de même une partie de la population qui croit à l'argument du terrorisme, d'autant que les médias n'ont jamais été aussi contrôlés. Enfin, certains pays, comme la France, utilisent cet argument pour justifier leur soutien au régime et les ventes d'armes.

## L'armée va-t-elle rester un soutien indéfectible ?

En réalité, deux perspectives se dessinent selon moi : soit l'armée cède une partie du pouvoir ; soit des émeutes sociales éclatent, ce qui peut être favorisé par deux situations problématiques. D'une part, la démographie : il y a 2 millions et demi de naissances par an. Cela signifie qu'en quatre ans, vous avez 10 millions d'enfants qui entrent dans les établissements scolaires, dans un pays très pauvre où le système scolaire ne fonctionne plus. D'autre part, après 50 ans de répression, il n'y a plus de parti politique fort, avec une idéologie claire

et capable d'exprimer la volonté populaire. D'autant que les partis sont manipulés par les services de renseignement qui créent des scissions en leur sein. Et comme il n'y a pas d'idéologie forte pour les souder, ils s'étiolent. Ce contexte de forte démographie, dans un pays très pauvre et où les partis ne sont plus là pour canaliser et porter les aspirations du peuple, peut mener à des émeutes sociales.

## Comment réagit la communauté internationale ?

Elle va de Vladimir Poutine à Donald Trump, qui a dit qu'Al-Sissi était « son dictateur préféré ». De son côté, la France considère l'Égypte comme un élément de la lutte contre le terrorisme international, alors qu'en réalité le régime d'Al-Sissi peut amener à une déstabilisation totale du pays. Si Emmanuel Macron a évoqué la question des droits humains, il n'a pas réellement touché aux intérêts vitaux de l'Égypte que sont les rapports économiques et commerciaux avec l'Union européenne (UE).

## Arrestation de Mohamed el-Baker

Le 29 septembre 2019, Mohamed El-Baker a été arrêté alors qu'il assistait Alaa Abdel Fattah lors d'une audition dans les locaux du procureur de la sûreté de l'État. Ce dernier, icône de la révolution de 2011, avait été arrêté plus tôt dans la matinée depuis sa cellule du commissariat de police de Dokki, au Caire, où il passe ses nuits depuis son placement sous contrôle judiciaire le 29 mars dernier. Mohamed El-Baker a été placé en détention provisoire pour 15 jours. Il a été victime de tortures et de mauvais traitements. Il est poursuivi pour participation et financement d'un groupe terroriste, et diffusion de fausses informations qui menacent la sécurité nationale. L'ACAT s'est mobilisée dans un appel urgent.